

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

1^{er} octobre 2019

PROPOSITION DE LOI

**instaurant une période de viduité
et établissant d'autres incompatibilités
pour les collaborateurs des cabinets
ministériels, en vue de prévenir le phénomène
des “portes tournantes”**

(déposée par
M. Raoul Hedebouw et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

1 oktober 2019

WETSVOORSTEL

**tot instelling van een afkoelingsperiode
en andere onverenigbaarheden
voor kabinetsmedewerkers,
teneinde “draaideuren”
te voorkomen**

(ingediend door
de heer Raoul Hedebouw c.s.)

RÉSUMÉ

De plus en plus de collaborateurs des cabinets ministériels proposent leurs services à des multinationales, à des entreprises cotées en bourse, à des banques et à des bureaux de consultance pendant et après leur carrière politique.

Ce phénomène de “portes tournantes” fait peser un réel risque de confusion d'intérêts et de corruption. Les collaborateurs politiques sont censés servir l'intérêt général, et non des intérêts particuliers.

Voilà pourquoi cette proposition de loi vise à interdire aux membres des cabinets ministériels d'exercer, durant les cinq années suivant la fin de leur fonction de collaborateur de cabinet, des fonctions dans le secteur privé (y compris des fonctions au sein de comités, de conseils ou d'organes consultatifs) qui ont un lien avec leur travail au sein du cabinet ministériel.

SAMENVATTING

Steeds weer bieden kabinetsmedewerkers tijdens en na hun politieke carrière hun diensten aan multinationals, beursgenoteerde bedrijven, banken en consultancybureaus.

Het risico op belangenvermenging en corruptie door dit fenomeen van “draaideuren” is reëel. Politieke medewerkers horen sowieso niet particuliere belangen, maar het publieke belang te dienen.

Dit wetsvoorstel verbiedt daarom kabinetsleden functies in de private sector (m.i.v. comités, raden of adviserende organen) te bekleden die verband houden met hun kabinetswerk, tot vijf jaar na het einde van de kabinetsfunctie.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3590/001.

On ne cesse de constater la grande intrication entre le monde politique et les intérêts financiers des multinationales et des banques. L'un des mécanismes utilisés pour renforcer ces liens étroits est le mécanisme des "portes tournantes".

Le phénomène des portes tournantes entre les secteurs privé et public est un phénomène de corruption politique connu, contre lequel beaucoup reste à faire en Europe. Or, il est nécessaire de réguler les intérêts des responsables politiques et des cabinets. Dans un rapport publié en 2012, l'ONG *Transparency International* indiquait que:

*"Regulating the revolving door aims to ensure that decisions are made in the public's interest rather than select private interests, by preventing the abuse of switching sectors ("sides") and individuals unfairly and unethically leveraging insider networks and knowledge. Regulation of these potential conflicts of interest via post-employment restrictions is an internationally recognised norm."*¹

Ces tourniquets fonctionnent dans les deux sens. Dans l'un, les responsables politiques ou leurs collaborateurs se voient proposer des postes bien rémunérés au sein de multinationales, d'entreprises cotées en bourse ou de bureaux de consultance dès l'expiration de leur mandat. Dans l'autre, des personnes sont parachutées par ces entreprises dans la politique ou dans des cabinets afin d'y défendre leurs intérêts particuliers.

Ces tourniquets sont à l'origine de graves conflits d'intérêts. Les responsables politiques, mais aussi les collaborateurs des cabinets ministériels, sont présumés être au service de la société. Leur fonction implique qu'ils rendent des comptes et des services aux citoyens et non qu'ils servent des intérêts particuliers.

Ces pratiques sont très fréquentes en Belgique. Au cours de la présente législature, différentes situations au sein des cabinets ministériels ont généré des conflits d'intérêts.

Mme Ellen Vanhaeren, la spécialiste en matière de médicaments, a récemment quitté le cabinet

¹ S. MULCAHY, *Money, Politics, Power: Corruption risks in Europe*, Transparency International, 2012, 30.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3590/001.

Keer op keer wordt duidelijk hoe sterk de politiek en de financiële belangen van multinationals en banken met elkaar verstrengeld zijn. Eén van de mechanismen die gebruikt worden om die nauwe banden te versterken, zijn de "draaideuren".

De draaideuren tussen de publieke en private sector zijn een gekend fenomeen van politieke corruptie, waarbij in Europa nog heel veel stappen moeten gezet worden. Nochtans is het noodzakelijk om de belangen van politici en kabinetten juist af te stemmen. Zo zegt een rapport van *Transparency International* uit 2012:

*"Regulating the revolving door aims to ensure that decisions are made in the public's interest rather than select private interests, by preventing the abuse of switching sectors ("sides") and individuals unfairly and unethically leveraging insider networks and knowledge. Regulation of these potential conflicts of interest via post-employment restrictions is an internationally recognised norm."*¹

Die draaideuren gaan in twee richtingen. In de ene richting krijgen politici of medewerkers van politici onmiddellijk na hun mandaat goedbetaalde postjes aangeboden bij multinationals, beursgenoteerde bedrijven of consultancybureaus. In de andere richting worden personen door die bedrijven gedropt in de politiek of in kabinetten, om daar hun particuliere belangen te behartigen.

Die draaideuren leiden onvermijdelijk tot grove belangenvermenging. Politici, maar ook medewerkers van ministeriële kabinetten, worden geacht de samenleving te dienen. Hun positie impliceert verantwoordelijkheid en dienstbaarheid tegenover de burger, niet tegenover particuliere belangen.

In België is het fenomeen zeer sterk aanwezig. Tijdens deze regeerperiode waren er verschillende situaties binnen de ministeriële kabinetten die leiden tot belangenvermenging.

Gedurende de 54^e zittingsperiode verliet Ellen Vanhaeren, de topvrouw inzake genees

¹ S. MULCAHY, *Money, Politics, Power: Corruption risks in Europe*, Transparency International, 2012, 30.

De Block (Open Vld) durant la législature 54. Après avoir mené secrètement des négociations concernant le prix des médicaments avec l'industrie pharmaceutique, elle est allée exercer, comme si de rien n'était, une fonction de direction chez Celgene, une entreprise pharmaceutique concernée. La réaction de la ministre: "Vous voyez des fantômes partout."

Durant la même législature 54, M. Bart Vermeulen, chef de cabinet adjoint et responsable de la politique des médicaments au sein du cabinet De Block, a pris le tourniquet en sens inverse. Pendant des années, il a été chef économiste chez Pharma.be, le lobby de l'industrie pharmaceutique en Belgique. Il peut malgré tout définir la politique.

Durant la même législature 54, le cabinet Vandeput (N-VA) fournit également un exemple singulier. Le dossier clé des achats militaires, à savoir l'achat du F-35 de Lockheed Martin, porte sur des milliards d'euros et a été traité durant le mandat de M. Vandeput. La procédure a été émaillée de nombreux problèmes et le choix du nouveau chasseur à réaction semblait déjà avoir été fait à l'avance. M. Simon Put, le chef de cabinet adjoint, a tout de même pu aller travailler chez Lockheed Martin.

Durant la même législature 54, le cabinet de la ministre Marghem (MR) regorge de représentants d'Engie-Electrabel. Jean-François Lerouge, responsable de la politique énergétique, a été pendant des années actif comme cadre du géant de l'énergie.

Durant la même législature 54, il y a également beaucoup à dire à ce sujet en ce qui concerne le cabinet du ministre Van Overtveldt (N-VA). Le ministre s'était opposé à la récupération d'*excess profit rulings* illégaux, mais a néanmoins été condamné par l'UE. Mathieu Isenbaert et Philippe Bielen, deux anciens chefs de cabinet, ont démissionné et ont ouvert le cabinet juridique Syntax, qui aide les multinationales à contester cette décision européenne.

Durant la même législature 54, au cabinet de Didier Reynders (MR), un chef de cabinet adjoint a été parachuté en provenance de la crème du grand capital belge: Alexia Bertrand, fille du milliardaire Luc Bertrand et administratrice chez Ackermans & van Haaren. Elle a participé aux négociations en vue de la réforme bancaire, et le cabinet a conclu un accord entre la Belgique et les Seychelles, un paradis fiscal notoire.

Durant la même législature 54, au cabinet de Jacqueline Galant (MR), le chef de cabinet Dominique Offergeld a

middelen, het kabinet-De Block (Open Vld). Nadat ze geheime prijsonderhandelingen voerde met de farma-industrie, ging ze doodleuk aan de slag als directrice bij een betrokken farmabedrijf: Celgene. De reactie van de minister? "Je kan overal spoken zoeken."

Gedurende dezelfde 54^e zittingsperiode Bart Vermeulen, adjunct-kabinetschef en hoofd van het geneesmiddelenbeleid in het kabinet-De Block, nam de draaideur in de omgekeerde richting. Jarenlang was hij hoofdeconoom bij Pharma.be, de lobbygroep van de farmaceutische industrie in België. Toch mag hij het beleid uitstippelen.

Nog tijdens die 54^e zittingsperiode was er in het kabinet-Vandeput (N-VA) ook een opmerkelijk voorbeeld te vinden. Hét dossier van de legeraankopen werd onder Vandeput behandeld: de miljardenaankoop van de F-35 van Lockheed Martin. Tijdens de procedure liep heel wat fout, en de keuze voor de nieuwe straaljager leek al op voorhand vast te liggen. Toch mocht adjunct-kabinetschef Simon Put gewoon aan de slag gaan bij Lockheed Martin.

Eveneens tijdens de 54^e zittingsperiode zat het kabinet van minister Marghem (MR) dan weer boordevol afgevaardigden van Engie-Electrabel. Jean-François Lerouge, verantwoordelijke voor het energiebeleid, was jarenlang actief geweest als kader voor de energiereus.

Ook bij het kabinet van minister Van Overtveldt (N-VA), nog steeds tijdens de 54^e zittingsperiode, valt heel wat op te merken. De minister had zich verzet tegen het terugvorderen van illegale *excess profit rulings*, maar werd toch veroordeeld door de EU. Mathieu Isenbaert en Philippe Bielen, twee voormalige kabinetschefs, namen ontslag en startten het juridisch advieskantoor Syntax, dat multinationals begeleidt in het aanvechten van die Europese beslissing.

Eens te meer tijdens de 54^e zittingsperiode werd op het kabinet-Reynders (MR) dan weer een adjunct-kabinetschef gedropt vanuit de crème van het Belgische grootkapitaal: Alexia Bertrand. Dochter van miljardair Luc Bertrand, die ook zelf bestuurder is bij Ackermans & van Haaren. Ze mocht mee de hervorming van de banken onderhandelen, en het kabinet maakte een akkoord tussen België en de Seychellen, een notoir belastingparadijs.

Bij Jacqueline Galant (MR) eveneens de 54^e zittingsperiode bevoordeelde kabinetschef Dominique Offergeld

privilegié ses contacts chez Clifford Chance. Il a chargé ce cabinet d'avocats, contre un montant gigantesque, d'élaborer une proposition de loi qui s'est avérée plus tard être un travail bâclé et que le SPF Mobilité aurait pu réaliser beaucoup mieux et à moindre coût.

La présente proposition de loi vise à instaurer une "période de viduité" pour les collaborateurs de cabinet, ainsi que d'autres mesures destinées à prévenir la confusion d'intérêts au sein des cabinets. Afin de mettre un terme définitif à la collusion entre le monde politique et les entreprises, la présente proposition de loi insère une période de viduité de cinq ans. Ce faisant, nous mettons les cabinets au service de la société et non au service du capital privé. Dans une autre proposition (DOC 54-2477/1), nous avons plaidé en faveur du même délai de viduité pour les députés, les sénateurs et les ministres.

Afin de mettre en place des cloisons imperméables entre la politique et le secteur privé, la présente proposition de loi instaure l'incompatibilité de la fonction de collaborateur de cabinet et des fonctions au sein d'entreprises cotées en bourse, de multinationales et de banques, y compris en qualité de membre d'un comité, d'un conseil ou d'un organe consultatif. Il s'agit d'une étape importante dans la lutte contre la corruption et la confusion d'intérêts.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article instaure une "période de viduité". Après la cessation de ses fonctions dans un cabinet, une personne doit au moins attendre cinq ans avant d'occuper une fonction dans une entreprise ou une association ayant un lien avec son travail au sein du cabinet. Elle ne pourra pas non plus officier comme consultant ou avocat, dès lors que ces emplois peuvent être utilisés à des fins détournées pour éviter un emploi direct.

Il est précisé ce qu'il y a lieu d'entendre par "un lien". Ce lien peut être constaté tant pour la période de l'activité au sein du cabinet que pour la période de viduité. Cette mesure doit éviter que des entreprises recrutent des collaborateurs de cabinet en vue de resserrer leurs liens avec le cabinet dans la perspective d'initiatives futures.

Les contacts entre le cabinet et l'entreprise ou l'association, tant directement que par le biais d'un intermédiaire, constituent évidemment un lien.

dan weer zijn contacten bij Clifford Chance. Hij liet het advocatenkantoor voor een gigantisch bedrag een wetsvoorstel uitwerken dat later knoeiwerk bleek, en dat FOD Mobiliteit veel beter en goedkoper had kunnen uitvoeren.

Dit wetsvoorstel wil een "afkoelingsperiode" of "ontluizingsperiode" voor kabinetsmedewerkers invoeren, samen met andere maatregelen die belangenvermenging binnen kabinetten tegengaan. Om de draaideuren tussen de politiek en het bedrijfsleven hermetisch af te sluiten, voegt dit wetsvoorstel een ontluizingsperiode in van vijf jaar. Zo plaatsen we de kabinetten ten dienste van de samenleving, niet ten dienste van privékapitaal. Wij hebben in een ander voorstel (DOC 54-2477/1) gepleit voor dezelfde afkoelingsperiode voor parlementsleden, senatoren en ministers.

Om waterdichte schotten tussen de kabinetten en de privésector te krijgen voert dit wetsvoorstel de onverenigbaarheid van de functie van kabinetsmedewerker met functies binnen beursgenoteerde bedrijven, multinationals en banken, inclusief het lidmaatschap van comités, raden of adviserende organen. Dit is een belangrijke stap in het bestrijden van corruptie en belangenvermenging.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel stelt een "afkoelingsperiode" of "ontluizingsperiode" in. Na het aflopen van de betrekking bij een kabinet moet een persoon minstens vijf jaar wachten vooraleer hij/zij een functie kan opnemen bij bedrijven of verenigingen die een verband hebben met hun werk in het kabinet. Zij zullen ook niet mogen optreden als consultant of advocaat, aangezien die betrekkingen kunnen misbruikt worden om rechtstreekse tewerkstelling te vermijden.

Er wordt verduidelijkt wat bedoeld wordt met "een verband". Dit verband kan vastgesteld worden zowel voor de periode van de betrekking bij het kabinet, als de afkoelingsperiode. Dit moet vermijden dat bedrijven kabinetsmedewerkers "headhunting" om nauwere banden met het kabinet te verkrijgen voor toekomstige initiatieven.

Contacten tussen het kabinet en het bedrijf of de vereniging, zowel rechtstreeks als via een tussenpersoon, maken uiteraard een verband uit.

Le travail législatif au sein du cabinet qui a des conséquences sur le secteur de l'entreprise ou de l'association constitue un lien, si ces conséquences sont dans un certain sens spécifiques. Cette précision doit, par exemple, empêcher qu'une personne active au cabinet du ministre de l'Emploi ne soit pas autorisée à accepter un quelconque emploi parce qu'une loi sur les salaires a été élaborée. Une personne qui a travaillé au cabinet des Finances, alors que ce cabinet a modifié l'impôt des sociétés, ne doit pas être exclue de toutes les entreprises. Il doit cependant lui être interdit d'exercer des fonctions au sein de sociétés de conseil spécifiquement actives dans le domaine de la fiscalité des entreprises.

Même si le ministre est responsable d'un organisme de surveillance pour un secteur, par exemple le secteur des jeux de hasard, il existe un lien entre le cabinet et les entreprises et associations qui sont actives dans ce secteur.

Enfin, les dossiers d'investissement sont à juste titre considérés comme très sensibles. Un cabinet associé à de tels dossiers a un lien avec le secteur qui peut tirer des bénéfices financiers de ces investissements.

Art. 3

Cet article instaure une incompatibilité pour les membres des cabinets ministériels, qui ne pourront plus combiner leur fonction avec celle de directeur ou de membre d'un conseil d'administration, d'un comité ou d'un organe consultatif d'une entreprise publique, d'une entreprise cotée en bourse, d'une multinationale ou d'une banque.

Art. 4

Cet article vise à renforcer la transparence concernant les collaborateurs de cabinet et les contrats conclus par les cabinets. Il incombe aux ministres de publier ces éléments en ligne, en toute transparence, à l'intention de la population.

Les antécédents professionnels des collaborateurs de cabinet devront être publiés. La liste reprendra les activités professionnelles exercées au cours des cinq dernières années. Cet élément est important, car les ministres recrutent souvent les membres de leur cabinet dans de grandes entreprises privées. Il est essentiel que la population puisse à tout le moins prendre connaissance de ces informations.

Les contrats conclus avec des consultants ou des cabinets d'avocats devront également être publiés. Il

Wetgevend werk binnen het kabinet dat gevolgen heeft voor de sector van het bedrijf of de vereniging maken een verband uit, indien die gevolgen in zekere zin specifiek zijn. Deze verduidelijking moet bijvoorbeeld voorkomen dat iemand die op het kabinet van de minister van Werk actief is, geen enkele job mag aannemen omdat men een loonwet heeft uitgetekend. Een persoon die op het kabinet Financiën heeft gewerkt, terwijl dat kabinet de vennootschapsbelasting heeft gewijzigd, dient niet uitgesloten te worden van alle bedrijven. Zij dienen wel uitgesloten te worden van functies bij consultancybedrijven die specifiek actief zijn rond bedrijfsbelastingen.

Ook als de minister verantwoordelijk is voor een controleorgaan voor een sector, bijvoorbeeld de sector van de kansspelen, bestaat er een verband tussen het kabinet en bedrijven en verenigingen die actief zijn in die sector.

Tenslotte worden investeringsdossiers terecht als zeer gevoelig beschouwd. Een kabinet dat betrokken is bij zulke dossiers, heeft een verband met de sector die financiële voordelen kan halen uit die investeringen.

Art. 3

Dit artikel voert een onverenigbaarheid in voor leden van ministeriële kabinetten. Hun functie kan niet langer gecombineerd worden met de positie van directeur, lid van een raad van bestuur, van een comité of van een adviserend orgaan bij een overheidsbedrijf, beursgenoteerd bedrijf, multinational of bank.

Art. 4

Dit artikel wil meer transparantie bieden rond de medewerkers en de contracten op de kabinetten. Ministers zijn verantwoordelijk om deze elementen online en in alle transparantie publiceren vrij te geven voor de bevolking.

Het professioneel verleden van kabinetsmedewerkers moet worden vrijgegeven, tot vijf jaar in het verleden. Dit is belangrijk omdat ministers vaak kiezen om werknemers uit grote privébedrijven aan te stellen in hun kabinet. Het is essentieel dat de bevolking hier ten minste kennis van kan nemen.

Ook de contracten met consultants of advocatenbureaus moeten worden vrijgegeven. Dit is een

s'agit d'un pas important qui permettra de mieux détecter et – espérons-le – de prévenir la confusion d'intérêts.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)

belangrijke stap in het detecteren en hopelijk voorkomen van belangenvermenging.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Les membres des cabinets ministériels sont tenus de respecter une période de viduité durant les cinq ans qui suivent leur départ. Au cours de cette période, ils ne peuvent pas assumer de fonction au sein d'une entreprise ni d'une association avec lesquelles un lien peut être prouvé durant leur fonction au cabinet ou durant la période de viduité. Ils ne peuvent intervenir en tant que consultants ou avocats pour une entreprise ou une association avec lesquelles un tel lien peut être prouvé.

Un lien est établi lorsque:

— le cabinet dans lequel le membre était actif entretenait des contacts avec l'entreprise ou l'association concernée;

— le cabinet dans lequel le membre était actif a réalisé des travaux législatifs ayant eu des conséquences directes sur le secteur dans lequel l'entreprise ou l'association est active;

— le ministre pour lequel le membre a travaillé était responsable d'un organe de contrôle du secteur dans lequel l'entreprise ou l'association est active;

— le ministre pour lequel le membre a travaillé était responsable d'un dossier d'investissement dans lequel l'entreprise ou l'association était impliquée.

Art. 3

Un emploi au sein d'un cabinet ministériel est incompatible avec un mandat de directeur ou de membre d'un conseil d'administration, d'un comité ou d'un organe consultatif d'une entreprise publique autonome dépendant de l'État, d'une entreprise cotée en bourse, d'une entreprise multinationale ou d'une banque.

Art. 4

Chaque ministre ou secrétaire d'État publie en ligne une liste de tous les membres et collaborateurs de son cabinet. Cette liste indique, pour chaque membre ou

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De leden van de ministeriële kabinetten worden in de vijf jaar volgend op hun ontslag gebonden door een afkoelingsperiode. Tijdens deze periode mogen zij geen functie opnemen in een bedrijf of vereniging waarmee er een verband kan worden aangetoond, tijdens hun betrekking bij het kabinet of tijdens de afkoelingsperiode. Zij mogen niet optreden als consultant of advocaat voor een bedrijf of vereniging waarmee dergelijk verband kan worden aangetoond.

Er is een verband indien:

— het kabinet waarin het lid actief was contact had met het betrokken bedrijf of vereniging;

— het kabinet waarin het lid actief was wetgevend werk heeft verricht dat specifieke gevolgen heeft voor de sector waarin het bedrijf of de vereniging actief is;

— de minister waarvoor het lid werkte verantwoordelijk was voor een controleorgaan voor de sector waarin het bedrijf of de vereniging actief is;

— de minister waarvoor het lid werkte verantwoordelijk was voor een investeringsdossier waarbij het bedrijf of de vereniging betrokken was.

Art. 3

Een betrekking bij een ministerieel kabinet is onverenigbaar met een mandaat als directeur of lid van een raad van bestuur, comité of adviserend orgaan van een van de Staat afhankelijk autonoom overheidsbedrijf, een beursgenoteerd bedrijf, een multinationale onderneming of een bank.

Art. 4

Elke minister of staatssecretaris publiceert online een lijst van alle leden en medewerkers van haar kabinet. Deze lijst geeft voor elk lid of medewerker weer welke

collaborateur, quels mandats et professions celui-ci a exercés au cours des cinq années qui ont précédé son emploi au cabinet.

Le ministre ou le secrétaire d'État publie également en ligne tout contrat temporaire, par exemple avec des bureaux de consultants ou d'avocats, conclu par son cabinet.

Ces listes sont actualisées au moins une fois par semaine.

28 août 2019

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)

mandaten en beroepen hij heeft uitgeoefend in de vijf jaar die de betrekking bij het kabinet voorafgaan.

De minister of staatssecretaris publiceert eveneens online elk tijdelijk contract, bijvoorbeeld met consultants of advocatenbureaus, dat zijn kabinet aangaat.

Deze lijsten worden minstens elke week geactualiseerd.

28 augustus 2019